

Affaires courantes

l'objectif de cette semaine consiste à mettre l'accent sur la collaboration sur le marché entre ces groupes.

Je demande au ministre ce que fait le gouvernement à cet égard.

Sur la page couverture, on remercie le National Consumer Council du Royaume Uni et des États-Unis pour toutes leurs excellentes recommandations sur lesquelles on s'est basé pour élaborer cet opuscule.

À la page 5, on retrouve des idées tendant à inspirer les éducateurs, que je trouve extrêmement intéressantes, à l'instar, j'en suis persuadé, de tous les Canadiens. On dit aux éducateurs d'effectuer des tests de dégustation sur des produits comme les boissons gazeuses, les grignotines, les bonbons et le reste. Il s'agit de comparer les grandes marques aux aliments en vrac, sans nom, aux produits génériques. En d'autres termes, on effectue ces tests sur des aliments sans valeur nutritive.

J'ignore depuis quand le ministre a quitté l'école, mais je tiens à lui dire que les boissons gazeuses et ces aliments vides ne font pas partie des normes d'éducation des écoles à l'heure actuelle. Imaginez, il s'agit d'idées tendant à inspirer les éducateurs. Je suis vraiment surpris que des documents aussi idiots soient produits dans le cadre de la Semaine nationale des consommateurs.

• (1600)

Quand le ministre va-t-il présenter une nouvelle loi sur la faillite? Elle n'a pas été modifiée depuis 43 ans. Selon mes sources, son ministère a en main un projet de loi sur la faillite, prêt à être examiné, depuis février 1988.

[Français]

J'aimerais suggérer au ministre des Consommateurs et des Sociétés que c'est la première fois dans l'histoire du Canada et de l'univers qu'un pays a deux taxes à la consommation, une au niveau provincial et une au niveau fédéral.

Pour terminer, madame la Présidente, je me demande ce que le ministre des Consommateurs et des Sociétés a fait la semaine passée pour encourager les consommateurs lorsque le taux d'intérêt a encore augmenté.

[Traduction]

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Madame la Présidente, je me réjouis de la possibilité qui m'est offerte de faire quelques remarques sur les consommateurs à l'occasion de cette Semaine nationale des consommateurs.

Le ministre communique son propre message aux consommateurs. Il parle d'associer le monde des affaires, les consommateurs et le gouvernement pour créer un marché plus rentable.

J'ai un message auquel je voudrais que pensent les consommateurs cette semaine. Je voudrais qu'ils pensent à la façon dont le gouvernement les a traités, pas seulement cette semaine mais depuis six ans.

Premièrement, le gouvernement par l'intermédiaire de John Crow, le gouverneur de la Banque du Canada, a suivi une politique de taux d'intérêt élevés. Pensez aux répercussions sur les consommateurs d'une politique de taux d'intérêt élevés—non seulement sur les consommateurs qui travaillent mais aussi sur ceux qui sont au chômage.

Depuis sa réélection en 1988, le gouvernement a augmenté vingt fois les taux d'intérêt. Quelque 71 000 emplois ont disparu dans le secteur de la fabrication de notre pays. Quelque 47 599 consommateurs et petits commerçants ont fait faillite.

M. McDermid: Combien de nouveaux emplois ont été créés?

M. Rodriguez: De nouveaux emplois ont été créés—où cela? Ils sont tous chez McDonald et Harvey dans le secteur des services. Ce sont des emplois mal rémunérés, qui n'offrent aucune garantie d'avenir. Nous échangeons de bons emplois sûrs, stimulants, intéressants et bien rémunérés pour des emplois offrant des salaires de misère. C'est ce qu'on nous donne en échange.

Deuxièmement, comment le gouvernement a-t-il traité les consommateurs? Je demande aux Canadiens d'y penser cette semaine.

Il a poursuivi une politique de privatisation et de déréglementation. Toutes ces mesures avaient pour but de créer un marché plus concurrentiel.

Madame la Présidente, considérons le secteur des compagnies aériennes. Je pense à ma propre municipalité dont les représentants ont écrit au ministre des Transports depuis la déréglementation et la privatisation d'Air Canada dans la région de Sudbury. Nous n'avons pas assez de compagnies aériennes pour assurer une saine concurrence. Nous avons maintenant deux compagnies aériennes nationales alors que nous en avions quatre auparavant.

Les prix ont-ils baissé? Non, ils ont grimpé. Quand on pense qu'un aller-retour Sudbury-Toronto coûte 350 \$—quelque 240 milles, alors que vous payez le même prix pour un billet aller et retour pour Londres, en Angleterre.

Les consommateurs ont-ils reçu plus d'assurances en matière de sécurité aérienne? Jamais dans cent ans, madame la Présidente.

M. McDermid: Jamais dans quoi?